

Épreuve de synthèse de documents

Concours du 5 Juillet 2025 - Durée 02H30

À partir de ce dossier, vous rédigerez une note de synthèse, de **300 mots (marge de + ou - 25 mots autorisée)**. Il vous revient de **donner un titre à votre texte final**. Attention, il s'agit de votre titre à vous, pas celui du dossier. Les termes du titre sont comptabilisés. Vous insérerez, dans le texte de votre note, tous les cinquante mots, une marque très visible, composée de deux barres obliques //. Le nombre de mots matérialisé par cette marque sera répercuté à la marge. Il vous revient d'**indiquer le nombre total de mots utilisés à la fin de l'exercice**.

N.B : Toute violation de l'une de ces règles entraînera une pénalisation conséquente.

DOSSIER : LE TERRORISME

Document 1

De manière plus générale, on constate que la « lutte contre le terrorisme » est devenue le leitmotiv de l'action armée de presque l'ensemble des Etats, en particulier dans le contexte du Moyen-Orient. Tous les Etats qui y sont engagés militairement prétendent agir pour combattre la menace terroriste (Etats occidentaux, Russie, Arabie Saoudite, Turquie, Egypte, Israël...). De ce point de vue, le recours au label « terroriste » se révèle très largement relatif et instrumental. Selon les intérêts particuliers, tel groupe pourra être qualifiée de terroriste, afin de justifier une intervention armée ou une politique de répression, tandis que d'autres ne le seront pas, dans la mesure où ils pourront constituer des alliés. La distinction entre « combattants de la liberté » et « groupe terroriste » peut s'avérer très poreuse, comme le montre la manière dont ont été, au fil du temps, considérées des organisations comme l'OLP ou l'ANC, et leurs leaders Yasser Arafat et Nelson Mandela. On retrouve aujourd'hui des lignes tout aussi floues dans le contexte de la guerre en Syrie, où ce qui sépare un « groupe rebelle » d'une « organisations terroriste » dépend parfois plus des intérêts stratégiques que de la nature intrinsèque des actions menée par les acteurs concernés. Comme le souligne Denis Duez, « l'utilisation du terme terrorisme répond [...] fréquemment à une logique de disqualification par laquelle on poursuit un objectif d'isolement et de fragilisation de l'adversaire ».

La nature souple et relative de la notion de « terrorisme », de même que sa connotation juridique, offrent donc aux Etats un outil de légitimation/ délégitimation assez facile à utiliser, dans le cadre de leurs politiques internationale ou intérieure. Cette fonction peut aisément être connectée aux deux précédentes que nous avons examinées, en ce qu'elle permet, en désignant un mal absolu, de promouvoir l'adoption de mesures dérogatoires et exceptionnelles.

On constate [donc] que la notion de « terrorisme » reste largement insaisissable, et que les éléments définitionnels qui en sont donnés demeurent extrêmement flous, ce qui octroie une importante marge d'appréciation aux Etats dans son utilisation, qu'il s'agisse de justifier des régimes juridiques dérogatoires et exceptionnels, ou de stigmatiser un ennemi, dans une perspective politique. Avec Pierre Klein, on peut donc s'interroger sur la « valeur ajoutée » de toute définition du terrorisme, qui n'offre guère de sécurité juridique dans la conception d'infractions spécifiques, et qui constitue le plus souvent le paravent de politiques sécuritaires, menées dans l'urgence⁴¹. Cela ne signifie pas que le phénomène terroriste n'existe pas, et qu'il n'appelle pas de réponses pénales appropriées, mais il n'en demeure pas moins que l'usage fait de la notion de « terrorisme » doit pouvoir faire l'objet d'une analyse critique.

François Dubuisson (2017), « La définition du « terrorisme » : débats, enjeux et fonctions dans le discours juridique », *Confluences Méditerranée*, n°102, pp. 41-43.

Document 2

A un certain niveau, il est facile de décrire et de comprendre ce qu'est le terrorisme. C'est le recours illégitime à la violence contre des individus ou des biens afin de contraindre et intimider des Etats et des sociétés pour des revendications politiques exprimées la plupart du temps en termes sociaux, économiques ou religieux. Il se distingue fondamentalement de la criminalité, organisée ou non, par le fait que son objectif premier n'est pas un gain financier. Sa forme varie sans cesse, notamment en fonction des cycles de la répression dont il fait l'objet. Par exemple, les craintes européennes d'attaques similaires après celles du 11 septembre contre le World Trade Center à New York concernaient aussi les systèmes d'information, les centrales nucléaires, les installations pétrolières, etc. Mais là n'est pas l'important. En réalité, le terrorisme vise d'abord à terroriser. Son impact effectif n'est qu'un moyen et non une fin. Celle-ci, pour paraphraser la mission de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (*The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization*, UNESCO), est d'influencer des esprits, ceux des hommes

et des femmes qui, par leur action ou au contraire leur inertie, peuvent avoir une influence quant aux objectifs politiques visés par les terroristes [...].

Dans la ligne des attaques dont l'ONU a été victime en Irak en 2003, l'Afrique fournit au terrorisme un champ illimité d'action contre le système international actuel et sa nébuleuse humanitaire. Responsables du maintien de la paix, professionnels de l'aide, agences et organismes internationaux y sont à la fois très apparents, très nombreux et très vulnérables. En réalité, le continent a déjà subi un type d'attaques dirigées spécifiquement contre les humanitaires. A. Botha (2003, p. 8) a relevé un certain nombre d'incidents de ce genre, dont l'enlèvement de membres de l'*International Rescue Committee*⁷ en août 1999 au Liberia. En juillet 2001, en Somalie, des éléments armés ont aussi attaqué un convoi du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) à Mogadiscio, tuant notamment 6 personnes, tandis qu'en mars précédent l'organisation Médecins sans frontières (MSF) avait été victime d'une attaque faisant 11 morts, 40 blessés et aussi 9 otages. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la Cour internationale de justice (CIJ) qualifie de "crime de guerre" les attaques contre les organisations humanitaires ou les missions de maintien de la paix.

Les cibles emblématiques du cœur du monde développé et de sa domination internationale prolifèrent en fait sur le continent africain. Si l'on estime que le terroriste est dans le mécontentement politique et social comme un poisson dans l'eau, l'effondrement économique de l'Afrique conduit en vérité à se demander pourquoi le terrorisme international a si peu touché en fait ce continent. L'une des raisons pourrait en être l'absence d'un contexte motivationnel unifiant, comme on en trouve sur l'ensemble du "monde musulman" par exemple (qui représente à lui seul un septième de l'humanité). L'Afrique australe et centrale, à la différence des portions septentrionales et orientales du continent, n'a pas de majorité musulmane, voire même de communautés islamiques fortes. Mais il est évident que les fondamentalistes bénéficient de sympathies dans l'ensemble du monde musulman, et pas seulement au Moyen-Orient.

Pour Allan Richards (2003), "ce radicalisme est une réponse politique à la crise économique, sociale, politique et culturelle qui affecte de plus en plus le monde musulman." Or ce dernier comprend aussi l'Algérie, l'Egypte, la Libye, le Maroc, la Somalie, le Soudan et la Tunisie, sans compter les communautés musulmanes que l'on rencontre, à un degré variable, dans tous les autres pays africains. Il faut donc souligner que, si le terrorisme international ne vient que d'éclorre en Afrique, il y possède déjà de nombreuses ramifications, de l'Algérie à l'Afrique du Sud. Avec un environnement international volatile et en l'absence de réactions sécuritaires efficaces, son épanouissement ne serait qu'une question de temps.

Le terrorisme, de même que le crime organisé, exige cependant une occasion et des moyens pour passer d'un projet, aussi déterminé soit-il, à la pratique effective. Sa version internationale, à l'une des extrémités de la chaîne, demande à cet égard de lourdes infrastructures : équipe de recrutement, ressources financières considérables, commandement, organisation, système de renseignement. Il faut également des moyens en formation, en armes et en équipement, ainsi que des éléments logistiques comprenant un refuge sécurisé pour l'entraînement et la planification. Il faut enfin des troupes, des groupes de soutien et de régimes amis pour obtenir des passeports, des papiers ou des documents de propagande (afin d'accroître les sympathies envers la cause). La plupart des activités terroristes africaines qui se limitent à un Etat n'ont en général pas besoin de tout cela. Les banques de données internationales elles-mêmes témoignent du fait que le gros de l'action terroriste se limite en Afrique à quelques coups de fusil, sans recours massif ni aux attentats, ni aux assassinats, ni aux enlèvements et détournements. Il y aurait actuellement 100 millions d'armes légères sur le continent africain (*Small Arms Survey* 2003) et la tâche est donc aisée. Parallèlement, les agents des organismes de maintien de la paix, d'aide humanitaire ou au développement, étatiques ou non, sont des victimes lucratives pour le terrorisme local ou international. Le continent regorge de cibles potentiellement bien plus rémunératrices encore avec les investissements pétroliers massifs (et surtout américains) du golfe de Guinée et l'industrie touristique en plein essor de l'Afrique du Sud.

Jakkie Cilliers (2004), « L'Afrique et le terrorisme », *Afrique contemporaine*, Printemps 2004, pp. 81-95.

Document 3



Image Chappatte (2006), « Cinq ans de guerre contre le terrorisme ». Source : [https://www.chappatte.com/fr/images/ 5-ans-de-guerre-contre-le-terrorisme](https://www.chappatte.com/fr/images/5-ans-de-guerre-contre-le-terrorisme)

Document 4

Il n'y a pas de portrait-robot du terroriste...

Il serait rassurant, parce qu'inscrit dans notre logique occidentale, de constater que les derniers actes kamikazes (nous faisons référence à la mouvance d'Al Qaïda) résultent des effets d'un contexte historique sur des esprits particuliers, des esprits malades, des aliénés poussés au massacre par une folie meurtrière. Mais nous sommes obligés de constater qu'il n'en est rien.

Pas de structure de personnalité non plus

Après avoir interprété le passage à l'acte suicidaire-meurtrier comme provenant d'une personne faible, manipulée par des chefs pervers, après avoir dit que ces terroristes étaient issus des franges pauvres de la société, après avoir insisté sur le manque d'éducation, d'accès aux écoles ou aux formations supérieures, après

avoir glosé sur le rôle pathogène de traumatismes de l'enfance, après avoir soutenu que les terroristes étaient des personnes isolées, perdues dans le monde, après avoir dit la place de l'embrigadement religieux, voilà que la somme des explications, que la quête désespérée d'interprétation s'effondre faute de preuve. [...] Nous sommes amenés à reconnaître que les porteurs de bombes et les déroutiers d'avion sont majoritairement des personnes... « normales ».

Le terroriste se considère comme un soldat. Se demande-t-on si les soldats sont fous ?

La « folie terroriste » pose la question de l'état psychologique du soldat. C'est en effet le statut de soldat que revendiquent les terroristes, ou de « résistant » pour être plus en accord avec leurs interventions de guérilla (la Gestapo, pendant la guerre de 39-45, qualifiait les résistants français de « terroristes »). Ils se considèrent comme des résistants aux régimes, aux sociétés qu'ils combattent. C'est à nos yeux une façon perverse de « justifier » les actes terroristes.

Or poser la question de la structure psychologique du soldat paraît ridicule. Jamais elle ne s'était présentée avant la guerre de 14-18. Et lorsque les psychiatres allemands, français puis américains ont commencé à intervenir, c'était dans des situations de crise ; traumatismes, états de stress aigus, décompensations psychotiques ou hystériques. Au fond, on ne s'est jamais demandé s'il était fou de tuer son prochain, dans un contexte de volonté nationale (attaque ou défense), ou dans une idéologie de conquête. Le soldat tue, non pas pour assouvir une pulsion (*sauf certains mercenaires, « pro » de la guerre, agents de sécurité privés actuellement à Bagdad, qui se livrent aussi à des exactions sur des civils*), mais pour servir son pays ou son chef. Il espère en échange ne pas risquer sa vie. Ceci fait toute la différence avec le terroriste, qui envisage des actions extrêmes dans lesquelles il a de fortes chances, voire toutes les chances de mourir [...].

La mort donnée interdite dans les grandes démocraties

Les grandes traditions philosophiques et les grandes religions monothéistes ont posé les limites du meurtre, sans toutefois l'abolir totalement (même si leurs principaux commandements le condamnent). Tuer l'autre est sacrilège et est devenu ce qui est le plus honni dans les sociétés occidentales, à tel point que lorsqu'une démocratie atteint l'un des niveaux les plus développés, elle refuse même de tuer pour punir le criminel. Le débat sur l'abolition de la peine de mort a été édifiant à cet égard. Tuer l'autre devient alors le pouvoir extrême, puisque l'ensemble de la société refuse même de prendre cette décision dans un but de sanction et de prévention des crimes. La qualité de vie d'une société est considérée comme très élevée lorsqu'elle garantit la sécurité à ses membres. On peut dire, dans ces conditions que l'hyper-terrorisme, tel que les prospectivistes nous le prédisent, abaisse très sérieusement la qualité de vie de nos sociétés. En semant la terreur, les terroristes abaissent aussi le niveau de démocratie. Le retour à des régimes forts semble souhaité par les attaquants, permettant dès lors la déstabilisation générale et du même coup le retour des racismes et de situations somme toute négatives à l'égard de tout mélange générationnel et ethnique. Dans ces conditions, la déstabilisation des régimes démocratiques semble se retourner contre les terroristes eux-mêmes, puisque la domination d'une ethnie sur une autre produirait une régression vers le centralisme dictatorial et la perte d'autonomie pour ses membres. La dimension politique du terrorisme est claire : la menace de mort ubiquitaire, aléatoire et permanente pousse les sociétés occidentales à se méfier, à s'armer, à limiter les libertés.

La mort qui résulte des actes terroristes empêche le deuil

Le deuil impossible est un aspect peu souvent envisagé de la manipulation de la mort-terreur. Or aujourd'hui, nous savons que cette mort est traumatique et parce qu'elle est violente, brutale, sans fondement, donnée au hasard, collective (Bacqué, 2006). Autant de facteurs caractéristiques du massacre soudain qui figent les processus psychiques d'un proche, d'une famille, d'une collectivité. Le terrorisme laisse les deuils ouverts, sans cicatrisation possible, sauf augmentation de la solidarité dans les pays concernés. Non seulement la mort est violente, mais le corps des morts est souvent si abîmé qu'il est insupportable de le revoir ou impossible à retrouver. Enfin, et il s'agit le plus souvent d'un fantasme, les corps des « bons » sont, en cas

d'explosion ou d'incendie, mêlés à ceux des « mauvais », cette imprégnation des morts entre eux est une difficulté pour le deuil qui idéalise souvent dans un premier temps, l'innocente victime.

Marie-Frédérique Bacqué (2006), « La fabrique du terroriste », *Études sur la mort*, n° 130, pp. 67-69.

Document 5

La violence déconcertante. La violence extrême plus que tout autre forme de violence. Dans le cas du terrorisme qui place précisément cette violence extrême au centre de sa stratégie, il y a lieu de voir une intentionnalité précise : le désir de décontenancer, dans son sens le plus fort, de prendre à contre-pied le progrès (aussi bien technologique que moral, l'un retentissant sur l'autre, comme l'indique le récent concept de guerre propre, chirurgical), et d'installer volontairement au cœur de la modernité l'archaïsme le plus radical. Tant il est vrai que le terrorisme est éminemment « *un combat selon l'imaginaire* », selon l'expression de J. Servier (1979). Or, face à la menace terroriste, les sociétés de progrès commettent une double erreur. La première est d'avoir une confiance trop absolue en leur armement, issu de la science et de la technique avancée, et de le croire adapté à toutes les formes de combat. La seconde est d'oublier la puissance de l'imaginaire, ce qui provoque un retour du refoulé capable de les submerger (subvertir) ainsi que des populations entières, y compris dans leur propre camp. L'erreur d'appréciation dans la puissance relative des forces en présence et la trop grande confiance en soi, classique et dramatique péché d'orgueil, qui en sont issus, conduisent en droite ligne à un catastrophique aveuglement et à une inadéquation des moyens utilisés à la lutte engagée. On ne chasse pas les moustiques avec des bulldozers. C'est parfaitement inefficace, et inefficace parce qu'inadapté (la guerre d'Algérie perdue par la France, celle du Vietnam perdue par les États-Unis, celle d'Afghanistan perdue par la Russie, guerres de guérilla pour l'essentiel, mais où le terrorisme a joué un rôle fondamental, en sont la démonstration).

Le super soldat du XXI^{ème} siècle, bardé de tout un équipement électronique de dernière génération, assisté par un environnement technologique de pointe et appuyé par un matériel sans cesse plus performant, plus volumineux, plus omniprésent, est voué à être tenu en échec, et peut-être battu, par un guerrier du passé, une espèce de survivance anachronique d'époques révolues, manipulant des armes archaïques pour la plupart, mais animé par une détermination à toute épreuve. Dans l'attentat du *World Trade Center*, le plus typique sans doute des temps modernes, c'est peut-être moins l'écroulement des tours ou le symbole qu'elles représentaient qui sont instructifs dans la perspective du présent article que les simples et rudimentaires cutters avec lesquels les hommes d'Al-Qaïda ont détourné les aéronefs pour les transformer en bombes. Comment ne pas voir là le triomphe paradoxal de l'archaïsme qui s'avère être également, en l'occurrence, celui de la psychologie comme arme ? Quant à lutter contre une arme psychologique, le bon sens et la congruence commandent de le faire principalement par des moyens et des techniques relevant eux aussi de la psychologie.

Pierre Mannoni (2008), « Le terrorisme comme arme psychologique ou les triomphes du paradoxe », *Le Journal des psychologues*, n° 257, pp. 31-32.

Document 6

Faire le bilan de la guerre contre le terrorisme est doublement hasardeux. D'abord, c'est mesurer les effets d'une stratégie démesurément étendue par l'Administration Bush par rapport à son objet initial : la guerre d'Irak ou les plans de remodelage et de démocratisation du Moyen-Orient décidés dans ce cadre relevaient-ils vraiment de la lutte contre le terrorisme ? Les partisans de ces choix controversés l'assurent, les autres en doutent et estiment même qu'ils ont pu contribuer à aggraver le problème.

Ensuite, l'efficacité de cette guerre ne peut se mesurer qu'à ce qui ne s'est pas produit : pas de nouveau 11 septembre, pas d'avion détourné par Al-Qaïda depuis dix ans. Or, le rapport entre ce constat et les actions entreprises est incertain. Les mesures de protection du transport aérien et de renforcement des contrôles aux frontières des États-Unis prises dans le cadre de la *Homeland Security* ont pu contribuer à ce résultat comme la répression directe d'Al-Qaïda. Le Royaume-Uni a déjoué en 2006 un complot visant à

détourner simultanément une dizaine d'avions de ligne ; mais on avait fait échouer en 1995 aux Philippines un projet similaire d'Al-Qaida 1, avant que la guerre contre le terrorisme n'ait été déclenchée.

Plus l'on s'éloigne du noyau dur des actions préventives et répressives qui ont visé à empêcher la répétition des attentats du 11 septembre 2001, plus on est réduit aux conjectures. La guerre d'Irak de 2003, les opérations de contrôle naval dans l'océan Indien ou en Méditerranée, la poursuite de la guerre en Afghanistan après qu'Oussama Ben Laden et ses complices avaient quitté le pays, ont-elles vraiment un rapport avec les résultats somme toute positifs obtenus au niveau global dans la répression du terrorisme ?

Même dans le cadre de la lutte antiterroriste *stricto sensu*, certains choix restent aussi controversés que difficiles à évaluer. Les partisans de l'emploi de la torture – américains pour l'essentiel – assurent que les renseignements obtenus par ce moyen ont permis de déjouer des attentats et d'épargner de nombreuses vies humaines ; mais ils se fondent sur des données qu'ils ne publient pas, à supposer qu'elles existent. Chacun est ici renvoyé à ses opinions, à sa conscience. Plus généralement, les erreurs et manipulations des données tirées du renseignement qui se sont produites au cours de cette guerre contre le terrorisme – en particulier lors de l'entrée en guerre en Irak – entachent les affirmations officielles d'une légitime suspicion. La vérité est que l'on n'est sûr de rien.

Faute de pouvoir dire à quoi l'on a échappé, ou quels résultats ont produit chacune des réponses américaines au 11 septembre regroupées dans ce qu'on a appelé la guerre contre le terrorisme, faute d'une vue claire sur l'ampleur et la nature de la menace que cette dernière entendait contrer, on ne peut s'étonner que les jugements les plus divers coexistent sur ses résultats, qui restent marqués d'un degré élevé d'incertitude.

On se bornera donc à relever les succès et les coûts les mieux établis, avant de proposer un bilan d'ensemble, lui aussi partiel et provisoire. Au préalable, on rappellera les « buts de guerre » des parties en présence, Al-Qaida d'un côté, les États-Unis et leurs partenaires de l'autre, qui nous semblent plus que tout autre facteur avoir déterminé l'issue de cette guerre : un échec stratégique d'Al-Qaida inscrit dans l'irréalisme de ses buts ; un coût politique pour les États-Unis impliqué par une réponse à la fois disproportionnée et indéterminée aux événements du 11 septembre. Des deux protagonistes, chacun aura été à lui-même son pire ennemi.

Gilles Andréani (2011), « La guerre contre le terrorisme : un succès incertain et coûteux », *Politique étrangère*, n° 1-2, pp. 253-254.